

INSTITUT DE RECHERCHE EN DROITS HUMAINS (IRDH)

1044, avenue Kambove, Lubumbashi – Email : info@tcct.co.za –Téléphone 00243 85 110 34 09 – 00243 85 819 59 96
www.irdh.co.za ; info@irdh.co.za; @irdh_officiel; @tshiswaka5

Bulletin électronique numéro 053 du 29 mars 2017 / Information et éducation aux droits humains

Editeur responsable : Maître Tshiswaka Masoka Hubert

IRDH condamne la décapitation des policiers, l'exécution des experts de l'ONU et l'irresponsabilité des politiciens en RDC

1. INTRODUCTION

Les chercheurs du Projet d'Application des Droits Civils et Politiques (PAD-CIPO) de l'IRDH sont vivement préoccupés par des agissements des plus ignobles dont les plus impensables sont la décapitation des soldats par des civils, le massacre des civils par des militaires, ainsi que l'enlèvement suivi de l'exécution des experts de la MONUSCO. D'autres actes surannés qui révoltent la conscience humaine, autant inadmissibles que condamnables sont la justice populaire qui consacre de brûler des prétendus voleurs et des attaques contre des véhicules de transport des denrées alimentaires importées.

La situation décrite ci-dessus est envenimée par le comportement irresponsable des politiciens véreux qui tirent profit de la non application de l'Accord Politique Global et Inclusif du Centre Interdiocésain de Kinshasa, du 31 décembre 2016. Celui-ci offre une solution transitoire vers l'organisation pacifique d'élections des animateurs d'institutions publiques de la République Démocratique du Congo (RDC) dont les mandats ont déjà expirés.

Ci-dessous, des cas illustratifs de cette barbarie perpétrée dans les provinces de Kasai-central, Kasai-Oriental, Haut-Katanga, Sud-Kivu et Nord-Kivu.

2. ILLUSTRATION DE LA BARBARIE QUI S'INSTALLE EN RDC

En effet, dans les provinces du **Kasai-Central et Kasai-Oriental**, il se révèle des nouvelles vidéos présentant des personnes qui se réclament être des miliciens du « Mouvement Kamwena Nsapu »,

en train de décapiter des individus en uniforme de la Police Nationale Congolaise (PNC). Selon le colonel Pierrot Mwana Mputu, porte-parole de la PNC, 39 policiers ont été tués dans cette embuscade, le 24 mars 2017. Cette vidéo apparaît après la découverte d'une quinzaine de fosses communes et des vidéos qui montraient des militaires massacrant la population civile, diffusées sur les medias sociaux, depuis le mois de février 2017.

Au Nord-Kivu, depuis le 23 mars 2017, la société civile locale constate que les milices de l'Alliance des Patriotes pour un Congo Libre et Souverain (APCLS) s'affrontent aux milices des Forces de Défense du Congo (FDC), semant terreur et désolation qui causent des milliers des déplacés, dans le territoire de Masisi. Au même moment, on signale la réanimation des groupes armés dont le M23, des tristes mémoires.

Au Sud-Kivu, la Radio Maendeleo a fait un bilan de plus de 22 personnes tuées, les deux derniers mois. 14 civils ont été égorgés le 14 février, à Walungu ; quatre personnes ont été tuées au camp de Twangiza mining/BANRO (territoire de Mwenga) ; un policier, commis au centre d'enrôlement de Bushushu, a été tué (Kalehe). A Bukavu, en février, deux femmes cambistes ont été assassinées par balles; un homme abattu au quartier Kasali (Kadutu) et un présumé voleur a été brûlé vif par la population de la commune de Bagira.

Dans le Haut-Katanga, des cas illustratifs d'enlèvements et exécutions sommaires sont légion. Tenez. Le 4 février, Erick Ilunga, élève âgé de 18 ans, enlevé à son domicile (Q/Lac Kipopo), a été retrouvé mort par balles à la morgue de l'hôpital Sendwe ; le 13 mars, Alain Mulongo, étudiant en Lettres (UNILU) a été enlevé ; le 16 mars, des militaires ont violé 3 filles mineures et tué par balles leurs parents, à leur domicile du quartier Bongonga; le 23 mars, Clair Tshimbila, étudiant en Droit (UNILU) a été tué à bout portant, par un policier, dans la boucherie familiale (Route Kassapa) ; le 24 mars , Mathieu Musimune, âgé de 19 ans, a été tué par balles dans son champ de maïs (à côté de la Facultés d'agronomie).

Des cas de justice populaire ont été enregistrés, à Lubumbashi, en mars 2017 : Quatre présumés voleurs ont été brûlés dont deux au quartier Kafubu (Commune Annexe), un au quartier Mampala (Commune Kenya) et un autre au quartier Luowoshi (commune Ruashi) ; un policier a été tué au

marché du Centre-ville de Lubumbashi ; deux Truck de farine de maïs furent attaqués et brûlés au quartier Matshipisha (Katuba).

L'IRDH s'insurge contre tous ces actes odieux qu'aucune conscience humaine ne peut tolérer, autant qu'il condamne l'enlèvement suivi de l'exécution des deux « experts » de la MONUSCO et leurs quatre accompagnateurs, portés disparus depuis le 12 mars 2017 dont les corps sont retrouvés, ce 27 mars 2017, à Bukonde, au Kasai-Central.

3. CONTEXTE FAVORISANT LA BARBARIE EN RDC

Les chercheurs de l'IRDH constatent que la recrudescence de la violence et la commission d'actes d'extrêmes atrocités se produisent dans le contexte où les acteurs politiques congolais ont échoué de trouver une formule qui permette la gestion de l'Etat, de manière civilisée.

L'Accord du 31 décembre 2016, facilité par la Conférence Nationale Episcopale du Congo (CENCO), cherche à résoudre la situation de gestion de l'Etat *de facto*. Il permet à tous les animateurs d'institutions de l'Etat qui n'ont plus de mandat du peuple de rester en place, jusqu'à l'organisation des élections.

Au fait, le deuxième et dernier mandat du Président Kabila a expiré en décembre 2016, ceux des députés nationaux avaient expiré en février 2017, et ceux des sénateurs, depuis 2012. En contrepartie, l'Accord donne la possibilité à l'opposition de gérer le Gouvernement et le Conseil National de Suivi de l'Accord (CNSA), l'organe de supervision de la période de transition de 12 mois.

Cependant, l'IRDH constate, d'une part, que la majorité traîne les pieds à appliquer ledit Accord du 31 décembre. Elle prend l'avantage de l'affaiblissement de l'opposition, du fait de la mort de son leader, Etienne Tshisekedi, pour poser des nouvelles conditions, notamment, en exigeant qu'il soit présenté « trois candidats », desquels le Président Kabila aura le loisir d'en nommer un Premier Ministre, et, de rediscuter la désignation du Président du CNSA. D'autres parts, des politiciens de l'opposition se plaisent à enfoncer le pays dans la crise, en multipliant la confusion autour du leadership devant interagir avec la majorité et la médiation.

4. CONCLUSION

Considérant ce qui précède, la violence récurrente et des atrocités qui constituent des menaces réelles contre la paix, la sécurité et la stabilité du pays ; les chercheurs de l'IRDH soutiennent l'appel de la CENCO à ce que la population démontre pacifiquement sa désapprobation du comportement irresponsable de la classe politique congolaise. Pour ce faire, les associations de la société civile sont conviées à organiser la population à faire valoir ses droits civils et politiques, au niveau de la base. Notamment le droit d'être dirigé par des gouvernants de son choix.